La CPI lance des assignations à comparaitre contre six Kenyans

APA, 15-12-2010Dakar (SÃ©nÃ©gal) - Le Procureur de la Cour pÃ©nale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a lancÃ© mercredi des assignations Ã comparaitre contre six Kenyans soupÃ§onnÃ©s dâ€™Ãªtre impliquÃ©s dans des crimes de masse commis durant la pÃ©riode post-Ã©lectorale de 2007-2008 dans leur pays, indique un communiquÃ© de lâ€™ONU parvenu Ã APA.Â«Â La pÃ©riode postÃ©lectorale de 2007-2008 a Ã©tÃ© lâ€™une des plus violentes dans lâ€™histoire du paysÂ Â», a in Moreno Ocampo ajoutant que Â«Â ce nâ€™nâ€™Ã©tait pas seulement des crimes contre des Kenyans innocents. Câ€™Ã©tait des crimes contre lâ€™humanitÃ© dans son ensemble. En cassant le cycle dâ€™impunitÃ© pour les crimes de ma victimes et leurs familles peuvent obtenir justice. Et les Kenyans peuvent sâ€™engager sur le chemin vers des Ã©lections pacifiques en 2012Â Â».On rappelle que le Procureur de la CPI sâ€™Ã©tait rendu au Kenya en mai dernier oÃ¹ il a enquÃªtÃ© s les affrontements post-Ã©lectoraux de 2007 et 2008, concluant que Â«Â les crimes auraient Ã©tÃ© commanditÃ©s par les dirigeants du Parti de lâ€™unitÃ© nationale (PNU), parti au pouvoir Ã cette Ã©poque, et par le Mouvement orange de la dÃ©mocratie (ODM), principal parti dâ€™oppositionÂ Â», poursuit le communiquÃ©.La mÃªme source indique que Â«Â les hom politiques incriminÃ©s auraient mis en Å“uvre cette stratÃ©gie avec la complicitÃ© de responsables de lâ€™Etat et dâ€™entrep publiques et privÃ©es. Des parlementaires, des responsables gouvernementaux, des agents des forces de police et des gangs de jeunes, seraient impliquÃ©s dans les violences, avait estimÃ© Luis Moreno-OcampoÂ Â».Pour le Procureur de la CPI, Â«Â il existe un fondement raisonnable de penser que ces crimes contre lâ€™humanitÃ© ont impliquÃ© diffÃ©rentes personnalitÃ©sÂ Â». Il sâ€™agit notamment deÂ :William Samoei Ruto, lâ€™ex-Ministre de lâ€™Ã©ducation, de la science et d technologies, Ã lâ€™Ã©poque dÃ©putÃ© du Nord Eldoret. Il est prÃ©sumÃ© Ãªtre Â«Â lâ€™un des principaux architectes et c des crimes contre les militants du PNUÂ Â».Henry Kiprono Kosgey, actuel ministre de lâ€™Industrie, Ã lâ€™Ã©poque dÃ©putÃ province de Tinderet et prÃ©sident de lâ€™ODM, il est considÃ©rÃ© comme lâ€™un des principaux responsables des crimes perpÃ©trÃ©s contre les militants du PNU.Joshua Arap Sang, lâ€™actuel chef des opÃ©rations de la radio KASS FM, journaliste cette mÃªme station au moment des troubles, est appelÃ© Ã comparaÃ®tre en sa qualitÃ© dâ€™organisateur prÃ©sumÃ© des violences contre les militants du PNU. Ces trois premiÃ¨res personnes ont Ã©tÃ© citÃ©es dans une premiÃ¨re affaire.Il a ensuite Ã©tÃ© lancÃ© trois autres assignations Ã comparaÃ®tre contre Francis Kirimi Muthaura qui Ã©tait pendant les violence le chef du service public et SecrÃ©taire de cabinet et PrÃ©sident du ComitÃ© du conseil de la sÃ©curitÃ© nationale. Il est accus dâ€™avoir autorisÃ© lâ€™usage de la force contre les militants de lâ€™ODM (opposition).La CPI vise Ã©galement le fils du pre prÃ©sident kenyan Jomo Kenyatta. Il sâ€™agit dâ€™Uhurur Muigai Kenyatta, lâ€™actuel Vice-premier ministre et ministre des Finances. Il est accusÃ© dâ€™avoir aidÃ© Ã mobiliser lâ€™organisation criminelle â€˜â€™Mungikiâ€™â€™ pour sâ€™en pre lâ€™ODM.Est Ã©galement visÃ© Mohamed Hussein Ali, actuel chef exÃ©cutif de lâ€™entreprise postale du Kenya. Commissa police au moment des affrontements, il aurait autorisÃ© lâ€™utilisation excessive de la force contre des militants de lâ€™ODM.I violences postÃ©lectorales au Kenya ont fait plus de 1.100 morts, 3.500 blessÃ©s et forcÃ© 600.000 personnes Ã fuir. Par ailleurs, des centaines de viols avaient Ã©tÃ© commis et plus de 100.000 propriÃ©tÃ©s dÃ©truites.